

La dissolution de l'Église gréco-catholique en 1945 par le régime soviétique dans les territoires conquis

par Bernard DUPUY

Selon la version soviétique officielle, l'Église gréco-catholique unie s'est « autodissoute » en 1946 après un vote unanime d'un « synode ecclésiastique ». En réalité, il n'en est rien. L'Église catholique ukrainienne avait été décapitée et supprimée bien avant le « synode » de Lvov¹.

Le caractère canonique de ce synode est un argument qui a été mis en avant jusqu'à aujourd'hui par la voix officielle de l'Église russe mais qui est de plus en plus contesté par certains de ses membres. Selon une déclaration du métropolite Philarète de Kiev, l'an dernier, le synode de Lvov fut canonique « puisque deux évêques y participaient ». Ce synode exprimait la volonté « d'une partie constituante de l'Église orthodoxe » et « l'Église a accepté ses décisions », alors que le synode de Brest de 1596 au contraire n'a pas de valeur canonique, n'ayant jamais été « reçu » par les fidèles.

Mais il suffit de se reporter à la *Chronique du Synode*, publiée en 1947 par la métropole orthodoxe à Lvov², pour constater comment fut conçue l'organisation de cette assemblée : selon cette publication, le *sobor* (synode) a été convoqué et dirigé par deux évêques, anciens prêtres catholiques, clandestinement convertis à l'orthodoxie et consacrés évêques deux semaines *avant* le synode. Les délégués du synode ont été choisis par un « Groupe d'initiative », agissant sur ordre de l'État et ne

1. Lwow, en russe et Lwów (pron. Lvouv) en polonais, Lviv en ukrainien, Lemberg en allemand et Leopold en français. Nous utiliserons indistinctement ces désignations différentes.

2. *Diyannya Soboru Hreko-katolyts'koi tserkvy u L'vuovi, 8-10 bereznia 1946. Vydannia Prezydii Soboru* (Procès-verbal du Synode de l'Église grecque-catholique tenu à Lvov du 8 au 10 mars 1946, textes revus par la présidence du Synode), Lvov, 1947.

faisant par avance aucun mystère de son intention de décider de lui-même le retour à l'orthodoxie³.

La *Chronique du synode* dément elle-même l'affirmation selon laquelle l'union a été liquidée pour répondre au désir des fidèles : il apparaît que les fidèles n'ont été informés que deux semaines après les événements qu'un *sobor* (synode) avait eu lieu et que leur Église s'était « autodissoute ».

Sans remonter trop haut dans l'histoire, revenons à la période de l'entre-deux-guerres. L'Église dite ruthène, qui en 1772 comptait plus de douze millions de fidèles en Ukraine et en Biélorussie, n'en avait guère plus de cinq millions à la suite des diverses mesures de répression qu'elle avait subies de la part tant des Russes que des Polonais. Cette triste histoire aurait pu se clore après 1919 dans la Pologne devenue indépendante ; malheureusement, il n'en fut rien. Les Ukrainiens catholiques furent traités presque aussi mal par les Polonais qu'ils l'avaient été par les Russes. Dans un article paru dans la revue *Études* en 1945, l'histoire des diocèses gréco-catholiques de Pologne entre les deux guerres est résumée dans les termes qui suivent :

Dans leur administration, les Polonais se montrèrent d'un chauvinisme déplorable. Exacerbés par un siècle et demi de domination étrangère, placés à la tête d'un État où ils ne représentaient guère plus de la moitié de la population, ils ne songèrent qu'à poloniser les minorités de leur jeune République. En Galicie, la situation était excessivement délicate parce que les deux tiers de la population de Lvov, la capitale, étaient d'origine ou au moins de culture polonaise, tandis que l'autre tiers et la population rurale étaient Ukrainiens gréco-catholiques. Le gouvernement de Varsovie voulait manifestement paralyser l'action de l'épiscopat et du clergé gréco-catholique et entraver le relèvement social des Ruthènes. Vis-à-vis des orthodoxes, il se livra même aux violences les plus regrettables, brûlant et profanant les églises, maltraitant les prêtres. Le Saint-Siège lui-même protesta de diverses manières contre de tels procédés, et le métropolite gréco-catholique de Lvov écrivit une lettre pastorale admirable pour la défense des orthodoxes, mais le gouvernement la confisqua et en interdit la publication⁴. Par contre, de l'autre côté des Carpathes, les Ruthènes de Russie subcarpathique, sur lesquels les Hongrois avaient exercé jadis une très forte pression pour les magyariser, connaissaient un renouveau de vitalité sous le régime tchécoslovaque.

A la fin de 1939, à l'effondrement de la Pologne, les troupes soviétiques, on s'en souvient, occupèrent ses provinces orientales. Les Allemands les remplacèrent en 1941. Deux ans après, lorsque l'armée de Staline se rapprocha de nouveau des frontières de la Galicie, la radio de Moscou adressa aux uniates

3. Récemment, le Patriarcat de Moscou a fait éditer une nouvelle édition revue et expurgée de la *Chronique du Synode de Lvov* : *L'vovskij tserkovnyj sobor. Dokumenty i materialy 1946-1981*. (Le Synode ecclésiastique de Lvov. Documents et sources 1946-1981), Moscou, Éditions du Patriarcat, 1983, 224 p. cf. Vasył Maksymyč, « Nouveaux documents sur le Sobor de Lviv » dans *Istina* XXX (1985), pp. 347-350. Il est intéressant de remarquer que cette nouvelle brochure tend à effacer l'intervention de l'État et à présenter l'union de Lvov comme entièrement spontanée.

4. On peut trouver le texte de cette lettre du 20 juillet 1938 en français dans l'ouvrage du P. Cyrille Korolevskij, *Métropolite André Szeptickij, 1865-1944*, Rome 1964, pp. 412-414.

cet appel qui permettait déjà d'entrevoir l'avenir : « Tenez bon, nous arrivons pour vous rendre la patrie et la *foi* de vos ancêtres !⁵ ».

L'Église catholique ukrainienne avait trouvé un animateur hors pair, un inspirateur et un défenseur devant les autorités de la Pologne, y compris devant la hiérarchie catholique latine de ce pays, en la personne de son métropolite, André Szeptickij. Lui-même d'origine polonaise, admirable figure, il mit toute sa personne au service de sa communauté à laquelle il avait compris qu'il fallait rendre justice contre trois siècles de pressions religieuses et d'ostracisme conjugués.

En quelques décennies l'Église catholique ukrainienne reprit une nouvelle vigueur : paroisses et monastères se multiplièrent dans les trois éparchies de Lviv, Przemyśl et Stanislaviv. En dépit de sa mise en détention par les Russes au monastère de Souzdaï avant la première guerre mondiale, le métropolite sut nouer de solides amitiés avec les orthodoxes, qui rendirent hommage à sa personne. Pendant l'occupation allemande, il se montra ferme à tout instant et prit la défense des juifs en les cachant, les soutenant et en écrivant une lettre pastorale « Tu ne tueras point » pour les protéger. Il aurait même fait parvenir une lettre de protestation à Hitler. Hélas, Mgr Szeptickij, métropolite de Lvov depuis quarante-trois ans, s'éteignit le 1^{er} novembre 1944. Ses funérailles furent triomphales. Mais, très habilement, les Soviétiques cherchèrent à en tirer parti. Une délégation très importante de prêtres orthodoxes arriva de Russie ; ils proclamèrent à l'envi qu'il ne pouvait plus exister de frontières entre Lvov et Moscou et que l'unité était réalisée.

Avant de mourir, Mgr Szeptickij avait désigné pour lui succéder Mgr Joseph Slipyj. En de telles circonstances, le nouveau métropolite recueillait une succession exceptionnellement difficile. L'État exerça aussitôt sur lui des pressions pour qu'il prenne position contre l'organisation des partisans ukrainiens (U.P.A.). Mais il se refusa à devenir l'instrument des visées de Staline. Les Soviets simplifièrent sa tâche : il sera arrêté et déplacé avant d'avoir eu le temps d'agir.

*
* *

Dès décembre 1944, des tentatives avaient été faites par les gréco-catholiques ukrainiens pour faire reconnaître officiellement leur Église par le gouvernement soviétique. A cette date, une délégation envoyée par le métropolite Iossif Slipyj s'était rendue à Moscou : l'archimandrite Clément Szeptickij, frère du métropolite défunt, ainsi que les prêtres Gabriel Kostelnyk, Ivan Kotiv et Grégoire Boudzinsky furent reçus par M. Polianski, auquel ils transmirent un *Memorandum* sur l'état de l'Église catholique ukrainienne en U.R.S.S., rédigé à l'intention du gouvernement. Le *locum tenens* du Patriarcat, Mgr Alexis, les reçut également et adressa un message à Mgr Slipyj. Aucune suite ne fut donnée à cette entrevue.

5. Paul Antoine, « Les gréco-catholiques en U.R.S.S. » dans *Études*, décembre 1945, pp. 349 et suivantes.

Mais dès le lendemain de cette démarche des pressions étaient exercées par les autorités civiles sur le P. Gabriel Kostelnyk pour qu'il prenne la tête d'un mouvement de rupture avec Rome. Gabriel Kostelnyk était né dans la province de la Bachka, en Croatie, près de Krizevci, aujourd'hui en Yougoslavie, région peuplée depuis la fin des guerres turques du XVIII^e siècle par des paysans ukrainiens d'origine carpathique. Kostelnyk avait fait ses études théologiques à Zagreb, puis les avait terminées à Lvov, siège de l'Église catholique ukrainienne. Établi dans cette ville, il n'oubliait pas ses compatriotes de la Bachka, pour lesquels il écrivit même une grammaire de leur dialecte ainsi que des poèmes et des pièces de théâtre.

Kostelnyk était un théologien engagé : en plus de son activité pastorale, il avait enseigné dans les deux lycées ukrainiens de Lvov ; en même temps, il avait été aumônier des étudiants ukrainiens. Il donnait des cours de philosophie à l'Académie de théologie et rédigeait la revue catholique *Nyva*. Passionné par les questions les plus variées dans les domaines littéraire, linguistique, historique et philosophique, rien ne laissait penser qu'il deviendrait un jour « le révélateur inlassable du mensonge et du mal du papisme », comme l'ont désigné ceux qui se sont employés à en faire le jouet de leur politique.

Gabriel Kostelnyk, en réalité, n'avait rien d'un « ennemi du pape ». Austro-hongrois, il tenait qu'il serait « déraisonnable de rompre avec le Siège apostolique ». Il affirmait que ce dernier « représente pour nous, Ukrainiens, notre meilleur appui »⁶.

Libre de ses choix, Kostelnyk aurait pu bien plus tôt devenir orthodoxe, s'il l'avait voulu. Il ne paraît pas l'avoir cherché davantage en 1944 quand les bouleversements politiques en fournissaient l'occasion. Au contraire, quand les troupes soviétiques atteignirent Lvov, il s'apprêtait à quitter la ville en direction de l'Ouest. Sa famille se demande encore aujourd'hui pour quelle raison, à la dernière minute, il décida de rester, d'autant plus qu'il avait fait l'expérience directe du pouvoir soviétique pendant la première occupation de la Galicie entre 1939 et 1941.

A cette époque, l'attitude des Soviétiques envers l'Église catholique ukrainienne était restée neutre ; n'étant pas encore sûrs de la solidité de leur pouvoir dans les régions jadis galiciennes, ils ne tenaient pas à provoquer l'hostilité d'une population liée étroitement à l'Église catholique. La majorité des Ukrainiens occidentaux était gréco-catholique ; l'Église orthodoxe ne disposait que d'une petite paroisse à Lvov.

On sait aujourd'hui que des représentants des services secrets avaient convoqué Gabriel Kostelnyk dès l'été 1944 pour de longs entretiens : ils avaient tenté de s'assurer sa collaboration en lui demandant de

6. Cf. Cardinal Eugène Tisserant, « Un prêtre progressiste, victime des Soviets : Gabriel Kostelnyk » paru dans *B.E.I.P.I.* n° 72, juillet 1952, pp. 1-6 (sans nom d'auteur) et reproduit dans *Recueil Cardinal Eugène Tisserant*, t. II, Louvain 1956, pp. 539-550.

faire ce qu'ils ne voulaient pas faire eux-mêmes, à savoir discréditer l'œuvre du métropolite André Szeptickij. Ce chantage se déroula du vivant même du métropolite. Kostelnyk, alors, s'y refusa absolument. Il résista même aux pressions qui exploitèrent son désir de retrouver son troisième fils qui avait été déporté en Sibérie en 1941 à l'âge de dix-sept ans et qui n'en est jamais revenu.

La position de l'abbé Kostelnyk au sein du clergé ukrainien était incontestable ; elle n'était cependant pas de premier plan : son état de prêtre marié lui fermait toute promotion hiérarchique. Mais le métropolite Szeptickij l'avait désigné en 1944 pour le représenter dans les négociations avec le pouvoir et pour obtenir l'enregistrement de l'Église catholique ukrainienne par les autorités à Moscou. Peu après la mort du métropolite, la délégation fut envoyée dans la capitale, comme nous l'avons dit, par son successeur, le métropolite Iossif Slipyj⁷. D'après le témoignage de sa famille, Kostelnyk rentra de Moscou « brisé ». Les entretiens avec les représentants du gouvernement lui avaient donné la conviction que la liquidation de son Église était décidée depuis longtemps : « Si nous n'acceptons pas leurs conditions, avait-il dit à ses proches, tout sera perdu ». Les conditions en question lui avaient été signifiées clairement.

Immédiatement après la mort du métropolite Szeptickij, les bureaux du Parti convoquèrent le clergé d'Ukraine occidentale à des « conférences » obligatoires. Les allocutions des fonctionnaires d'État expliquaient que le Vatican, et donc aussi l'Église uniate, étaient « fascistes » et « antipopulaires ». Cette mission de propagande fut bientôt suivie de mesures de pression, d'arrestations et de déportations.

En même temps, des « chargés de mission » de l'Église orthodoxe russe s'installaient dans les villes. Les autorités soviétiques mirent en place pour les appuyer un « Organisme d'administration civile pour l'Église orthodoxe russe » : cette Église, à cette époque, ne disposait que d'une paroisse à Lvov. Les chargés de mission en question n'ont existé qu'en Ukraine occidentale et leur fonction consista exclusivement à préparer l'événement historique extraordinaire, déjà décidé, qui allait suivre.

Le 6 avril 1945, un journal de Lvov, *Vilna Ukraïna*, publiait sous le titre « La croix et le poignard », un article sous pseudonyme, qui désignait le métropolite Szeptickij comme le « valet du Vatican ». Son auteur était un pamphlétaire communiste connu, Yaroslav Halan. La campagne contre l'Église catholique ukrainienne débuta par ce pamphlet, diffusé par la radio, publié dans une édition particulière et repris par plusieurs journaux. Elle devait préparer le public à ce qui allait survenir : l'arrestation de tous les évêques catholiques, le métropolite Iossif Slipyj en tête⁸.

7. Cf. ci-dessous, p. 351.

8. Outre Mgr Iossif Slipyj, ces évêques étaient : Mgr Nicétas Budka, évêque titulaire de Patara et auxiliaire de Lvov ; Mgr Grégoire Khomyszyn, évêque de Stanisla-

Le même jour, les professeurs de l'Académie théologique furent informés au cours d'une réunion que l'Église catholique ukrainienne allait être supprimée, que le métropolite avait été arrêté, et que le palais archiépiscopal sur la colline Saint-Georges serait bientôt occupé par un successeur orthodoxe désigné par le gouvernement.

Aussitôt après, le 11 avril, un groupe de 300 prêtres catholiques ukrainiens se réunirent et en appelèrent à Viatcheslav Molotov, alors chef adjoint du Conseil des commissaires du peuple. Tout en exprimant leur loyauté à l'égard de l'Union soviétique, ils exigeaient « la libération de leur épiscopat et, en premier lieu de leur métropolite »⁹. Mais les dirigeants soviétiques avaient déjà pris bel et bien la direction de l'Église.

Le 10 mai 1945, paraissait alors la célèbre lettre du patriarche Alexis, dont voici le texte¹⁰ :

**Lettre du patriarche orthodoxe de Moscou, Alexis,
aux catholiques de Galicie, aux pasteurs et aux fidèles de
l'Église gréco-catholique de l'Ukraine occidentale**

Très chers Pères, Frères et Sœurs dans le Christ,

Le 2 février de cette année, le Concile local de l'Église orthodoxe russe m'a élevé à la dignité de patriarche de Moscou et de toute la Russie. A ce titre je ne puis m'abstenir de vous faire entendre la voix de ma paternelle affection.

Depuis les temps anciens, vous êtes liés à la Russie et à son peuple par la langue et par vos coutumes ancestrales. En ce moment, la divine Providence a rendu à la Russie ses anciennes frontières ; vous êtes désormais avec nous pour toujours.

Ce serait un bonheur inexprimable pour moi et pour toute l'Église orthodoxe russe si nous pouvions vivre ce moment historique avec vous, non seulement dans le même esprit, mais dans une même prière commune au milieu de nos saintes églises, où, d'une même bouche et d'un même cœur, nous louerions et remercierions le Seigneur, source de tout bien. Malheureusement, nous ne pouvons réciter avec vous cette prière commune. Durant la période où ils furent détachés de la terre russe, vos ancêtres se sont aussi détachés de leur Mère l'Église orthodoxe russe, et sous l'influence étrangère vos ancêtres et vous, leurs descendants, vous avez admis la conduite spirituelle du pape de Rome et vous avez adhéré

vov depuis 1904, âgé de 78 ans, mort peu après son arrestation ; son auxiliaire, Mgr Ivan Latyszowski, évêque titulaire d'Adada ; Mgr Nicolas Czarnecki (1884-1958), évêque titulaire de Lebedin, visiteur apostolique pour les Ruthènes, résidant en Volhynie. Les évêques uniates des diocèses de Chelm et de Ujgorod (Ruthénie subcarpathique) furent eux aussi déportés. Les religieux (Basiliens, Rédemptoristes, etc.) furent dispersés ou incarcérés. Les séminaristes furent mobilisés dans l'armée soviétique.

9. *La Documentation catholique*, XLIII (1946), col. 89-90.

10. Texte russe : *Revue du Patriarcat de Moscou* 1946, n° 4. Traduction française dans *La Documentation catholique*, *ibid.*, col. 88-89.

aux dogmes catholiques qui altèrent la pureté primitive de l'orthodoxie grecque.

Les rites orthodoxes que vous conservez dans la liturgie témoignent éloquentement de votre ancien attachement à l'Église orthodoxe, mais ils n'en ont plus l'esprit et ils ne nourrissent plus les fidèles de la grâce divine, car, comme une feuille détachée de la branche ne peut plus vivre, ainsi une communauté spirituelle de l'Église qui se détache de l'Unité dans l'orthodoxie perd-elle le contact avec les apôtres et la transmission de la grâce.

En tant que votre Père, je ne puis que me désoler d'une telle situation. Voyez, chers Pères et Frères, où vous a conduits cette direction spirituelle à l'instant historique que vous vivez. Hitler prêchant, suivant sa doctrine fasciste, la haine des hommes et caressant le désir insensé d'exterminer les peuples slaves et tous les autres peuples de race inférieure, comme il les nomme suivant la théorie fasciste, Hitler rêva de conquérir le monde. Tout ce qu'il y avait de meilleur dans l'humanité, tous les hommes honnêtes et amis du progrès se levèrent contre cet insensé sanguinaire. Dieu bénit visiblement les armes de ceux qui combattirent Hitler et le fascisme pour défendre la liberté, la paix et le bonheur de l'humanité. Le doigt de Dieu fait voir au monde la fin et la défaite prochaines et définitives de ce cannibale.

Or, à quoi vous ont exhortés le métropolite Szeptickij et ses collaborateurs immédiats ? Ils vous ont invités à vous soumettre au joug de Hitler et à courber la tête devant lui. Où le Vatican vous conduit-il, à l'heure actuelle, par les discours du pape à la Noël et au nouvel an ? A la condescendance envers les fauteurs du fascisme, à la miséricorde envers Hitler, le plus grand scélérat que l'histoire du monde ait jamais vu.

Le saint apôtre Jean dit : « Il n'est pour moi plus grande joie que d'entendre que mes fils marchent dans la vérité. » (III Joan, I, 4). Je vous répète ces paroles et vous dis comme votre Père et votre patriarche que je n'aurais de plus sainte consolation que de vous voir, au souvenir de vos ancêtres, détourner vos cœurs du Vatican pour les orienter vers votre Mère, l'Église orthodoxe, qui vous attend les bras ouverts, afin que nous tous, fils de la grande Russie et de la Russie galicienne, nous nous sentions véritablement frères en Jésus-Christ et marchions, dans le sein de l'Église orthodoxe, vers le salut éternel.

Vous avez certainement appris par la presse que deux patriarches d'Orient, deux représentants des deux autres patriarchats et des représentants des Églises serbe, géorgienne et roumaine ont pris part au Concile local de l'Église orthodoxe russe, qui s'est tenu à Moscou en février. Malgré le Vatican, toute l'Église orthodoxe, par ses représentants, a condamné Hitler, le sanguinaire, et a envoyé sa bénédiction à toute l'humanité désireuse du progrès, à ses chefs illustres qui luttent pour détruire le fascisme et faire régner sur la terre la paix, la liberté et le bonheur.

Je vous en conjure, mes Frères, conservez avec nous l'unité de l'esprit dans l'union de la paix. Rompez, déchirez les liens qui vous unissent

au Vatican ; par ses errements habituels, il vous conduit aux ténèbres et à la ruine spirituelle ; en ce moment, il veut vous faire tourner le dos au monde entier en vous armant contre les hommes épris de liberté. Hâtez-vous de revenir dans l'étreinte de votre Mère, l'Église russe orthodoxe. Nous fêterons bientôt la libération du monde du fascisme, source d'agressions et de malheurs. Il faut qu'en même temps nous fétions votre retour à la foi de vos ancêtres, à la maison du Père, à l'union avec nous, à la gloire du Dieu en trois Personnes, auquel soit honneur et gloire dans les siècles des siècles.

Alexis, patriarche de Moscou et de toute la Russie.
10 mai 1945

Dans cette lettre pastorale, le patriarche évitait de faire mention de la hiérarchie catholique, comme s'il était déjà au courant du destin de celle-ci. Mais il ne s'en tint pas à ignorer l'existence de la hiérarchie, il contestait même la valeur religieuse des sacrements et de la liturgie de l'Église unie. Enfin, il reprenait les thèses de la propagande stalinienne contre le pape, que la nécessité lui imposait de suivre, mais que l'histoire jugera.

Après l'arrestation de la hiérarchie, les autorités soviétiques obligèrent les curés à se faire « enregistrer » dans les bureaux des services secrets pour obtenir le droit d'exercer leur sacerdoce. Dans toutes les paroisses, la police dirigea l'élection de « comités ecclésiastiques » chargés de l'administration des biens de l'Église et qui n'avaient le droit d'employer qu'un curé « enregistré ».

*
* *

A peine six semaines plus tard, le 28 mai 1945, apparut, sous l'égide de Gabriel Kostelnyk, un « Groupe d'initiative pour l'unification de l'Église gréco-catholique avec l'Église orthodoxe russe ». Ce dernier ne réunit d'ailleurs effectivement jamais plus de trois signatures.

Dans son premier manifeste il s'adressait au Soviet des commissaires du peuple de la R.S.S. d'Ukraine :

Appel au Soviet des Commissaires du Peuple de la R.S.S. d'Ukraine

Dans l'Église gréco-catholique ou uniate, aussi bien dans le clergé que parmi les fidèles, il s'est toujours trouvé des hommes conscients des droits de la foi et de la vérité de leurs ancêtres. Dans notre histoire, l'union de l'Église a été imaginée et réalisée par les Polonais comme moyen le plus apte et le plus sûr pour perdre notre nation. Il ne faut pas une science profonde pour s'en rendre compte, il suffit de pouvoir penser librement. Si la Russie n'avait pas divisé la Pologne, notre nation ukrainienne et la nation russe-blanche auraient disparu de la surface de la terre sous la Pologne, dès avant le printemps des peuples, au XIX^e siècle, car, à cause de l'Union, les habitants en auraient été transformés en Polonais. C'est alors que la Russie sauva notre peuple d'une fin funeste. Qui donc pensera aux enfants sinon leur mère ?

Sous l'Autriche, l'Église gréco-catholique en Galicie, au XIX^e siècle, secoua le joug spirituel polonais et régénéra spirituellement notre peuple, mais, sous les Hongrois, la magyarisisation de notre peuple, au XIX^e siècle, se poursuivit, grâce au clergé uniате, et ce ne fut que la Tchécoslovaquie, créée après la première guerre mondiale, qui sauva notre nation. Quand la Pologne se releva, il devint clair peu à peu que l'Église uniате de Galicie n'était plus bonne pour Rome. Rome a toujours désiré une assimilation plus complète de notre Église latine, et c'est pour cette raison qu'elle a introduit chez nous le célibat du clergé. Ceux qui luttèrent pour les droits et l'honneur de notre Église étaient continuellement accusés et persécutés. La Pologne a voulu latiniser notre Église et poloniser notre peuple ; elle persécuta l'Église orthodoxe ; se servant de l'Union, elle enleva des églises et, en dehors de la Galicie, avec la bénédiction de Rome, elle créa une nouvelle Église uniате soumise directement aux évêques polonais.

Nous avons commis une erreur en mésestimant la réalité soviétique et la vraie mission de l'U.R.S.S. Sous la direction de son premier maréchal, l'incomparable Staline, la courageuse et admirable armée soviétique s'est couverte d'une gloire immortelle, a écrasé l'armée hitlérienne et sauvé l'Europe de l'effroyable domination nazie et tous les peuples slaves de leur perdition. Les rêves séculaires de l'Ukraine se sont réalisés : toutes les terres ukrainiennes se sont réunies à la terre mère, la grande Ukraine a surgi dans une union fraternelle avec Moscou et tous les peuples soviétiques ; elle a désormais pleine sécurité et toutes les possibilités d'un plus beau développement. Le maréchal Staline entrera dans l'histoire éternelle comme l'homme qui a uni les terres ukrainiennes. Tous les Ukrainiens occidentaux le remercient très cordialement, car nous ne pourrions jamais assez payer notre dette morale envers le gouvernement soviétique. Le chef du Soviet des commissaires du peuple de la R.S.S. d'Ukraine, Michel Sergueievitch Khrouchtchev, a, lui aussi, de très grands mérites dans l'unification de l'Ukraine. Tous les Ukrainiens lui expriment leur sincère gratitude.

Nous soussignés restons fermement attachés à cette position dont nous comprenons l'importance, et nous resterons toujours sans restriction. Nous avons toute confiance envers le gouvernement soviétique, nous voulons travailler pour le bien de notre patrie orthodoxe, car si le gouvernement soviétique a fait tant de sacrifices pour nous libérer, refusera-t-il quelque chose afin que nous puissions vivre ?

Pour ceux qui réfléchissent, il est clair que l'Église uniате, en tant qu'uniате dans ces nouvelles conditions de vie politique et nationale, est un anachronisme historique. Étant donné l'union de tout le peuple ukrainien dans un seul organisme politique, son Église doit aussi se réunir en une Église, en son Église nationale, qui ne dépende pas d'une autorité étrangère, dans une Église orthodoxe, celle de nos ancêtres. Cet idéal a été reconnu par les milieux les mieux éclairés de notre peuple faisant encore partie de la Pologne. Malheureusement, nos évêques n'ont pu prendre une saine orientation ni dans la situation politique, ni dans la récente situation de l'Église. Ces événements historiques ont passé au-dessus de leur tête et nous nous sommes trouvés sans pilote sur un navire en perdition.

Notre Église s'est trouvée désorientée et dans l'anarchie. Tout cela a eu une répercussion sur notre vie religieuse. Cette situation ne peut se prolonger.

C'est pourquoi, nous soussignés, représentants de nos trois diocèses, nous sommes décidés à faire sortir notre Église de cet état d'anarchie, à la consolider dans la foi orthodoxe et nous demandons qu'on approuve notre action¹¹.

11. *La Documentation catholique*, XLIII (1946), col. 59-61.

Le même jour il adressait un appel au clergé¹². Le Groupe d'initiative se disait convaincu du « désir profond » de conversion de ses membres à l'orthodoxie. Il indiquait également ses projets méthodologiques : « La psychologie de la religion est une question délicate ; il est donc impossible de transformer immédiatement notre Église uniate en Église orthodoxe. Il faut du temps pour persuader et rééduquer le clergé, pour calmer et préparer les fidèles... ». Il n'était pas question à cette époque-là, du « désir ardent de tout le peuple » de devenir orthodoxe, comme le prétend aujourd'hui la nouvelle édition des Actes du synode de Lvov ; au contraire, il fallait d'abord « calmer » et « rééduquer »¹³.

Il apparut aussitôt à tous les fidèles que Gabriel Kostelnyk, comme les deux autres militants du Groupe d'initiative, Antoni Pelveckyj, de Stanyslaviv, et Mykhail Melnyk, de Przemyśl, n'étaient que les instruments dont se servaient les autorités. Le « synode » qui se tiendra un an plus tard, en mars 1946, à Lviv ne sera de même qu'une mise en scène, masquée en prétendu « jubilé », visant à rendre public ce qui était déjà décidé.

La liquidation de l'Église catholique ukrainienne était donc déjà effective un an avant le prétendu synode de Lviv.

Le 18 juin 1945, P. Khotchanko, responsable du Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe russe auprès du Soviet des commissaires de la république d'Ukraine, envoyait au Comité présidé par l'abbé Kostelnyk l'investiture officielle sollicitée et lui confiait, en outre, un travail d'inquisition et de dénonciation des membres du clergé qui refuseraient de se soumettre à son autorité¹⁴.

En réponse à votre déclaration du 28 mai 1945, et conformément aux instructions du Soviet des commissaires du peuple de la R.S.S. d'Ukraine, je vous communique ce qui suit :

1° Le Comité d'initiative pour la réunion de l'Église gréco-catholique à l'Église orthodoxe russe est reconnu officiellement comme le seul organisme juridico-ecclésiastique ayant le droit de gouverner sans réserve les paroisses

12. *Ibid.*, col. 85-87.

13. Ils déclaraient encore : « Notre but est de faire sortir notre Église du chaos et de l'anarchie dans lesquels elle se trouve. Le gouvernement ne reconnaîtra d'autres décisions que celles du Comité d'initiative et ne reconnaîtra aucune autre hiérarchie administrative pour l'Église gréco-catholique. Il est évident que notre Comité d'initiative se place et veut rester toujours fermement sur la position du patriotisme intégral vis-à-vis de la R.S.S.U. et de toute l'U.R.S.S. La saine raison et le cœur ukrainien nous le prescrivent ainsi. Comme son nom le dit, notre Comité d'initiative doit mener notre Église gréco-catholique à la réunion avec l'Église orthodoxe de toute la Russie. Évidemment, il faut du temps pour cela, car il faut faire comprendre au clergé et au peuple la rectitude de notre entreprise pour qu'il n'y ait ni luttes ni victimes inutiles. Le Comité d'initiative éditera des livres adaptés, dont le premier, déjà sous presse, est un traité sur les *fondements dogmatiques de la papauté* (œuvre du Dr Kostelnyk), et tout le monde pourra se convaincre que la papauté n'a, en réalité, aucun fondement dogmatique réel ».

14. *La Documentation catholique*, *Ibid.*, col. 61.

gréco-catholiques de l'Ukraine occidentale et de promouvoir leur réunion à l'Église orthodoxe.

2° Le Comité d'initiative a le droit de diriger ces paroisses, en accord avec le fondé de pouvoir du Soviet des commissaires du peuple pour les affaires de l'Église orthodoxe russe auprès du Soviet des commissaires du peuple de la R.S.S. d'Ukraine et, suivant le cas, dans les districts avec les fondés de pouvoir locaux.

3° Au fur et à mesure du recensement des doyennés, paroisses et couvents gréco-catholiques, le Comité d'initiative doit envoyer au fondé de pouvoir pour les affaires de l'Église orthodoxe auprès du Soviet des commissaires du peuple de la R.S.S. d'Ukraine la liste des doyens, curés ou supérieurs de couvents qui refuseraient de se soumettre au Comité d'initiative pour le passage de l'Église gréco-catholique à l'Église orthodoxe.

Le fondé de pouvoir pour les affaires de l'Église orthodoxe russe auprès du Soviet des commissaires du peuple de la R.S.S. d'Ukraine.

le 18 juin 1945

P. KHOTCHANKO

Trois jours plus tard, le gouvernement recevait une nouvelle lettre signée par 390 prêtres ukrainiens demandant de « laisser à nous et à notre peuple d'Ukraine occidentale la liberté ecclésiastique dont nous jouissons depuis des siècles et qui nous est garantie par la loi soviétique » et de libérer le métropolite et les évêques : « Nous considérons l'action entière de conversion à l'orthodoxie comme un malentendu, comme une initiative indépendante de quelques fonctionnaires plus ou moins haut placés ».

Il va de soi que le gouvernement omit de répondre à la demande de ces prêtres qui, en la signant, avaient manifesté un courage remarquable dans l'atmosphère de terreur qui les entourait. Toute réponse était inutile, car ce n'étaient pas des fonctionnaires plus ou moins haut placés qui avaient décidé de « convertir » les quatre millions d'uniates ukrainiens à l'orthodoxie. La décision avait été prise par Staline.

Les missionnaires de l'orthodoxie ne disposaient pas de beaucoup de temps pour la « rééducation » et la « préparation ». Selon les informations officielles, 986 prêtres seraient devenus membres du Groupe d'initiative, 281 auraient refusé¹⁵. Les autorités étaient pressées, ainsi que le patriarche de Moscou qui attendait impatiemment la fin de la « mission ». La date du « jubilé » fut donc fixée au 8 mars 1946.

Le 19 février 1946, 19 prêtres prirent le train pour Kiev : au cours d'un office solennel, dans les fameuses grottes des monastères de la capitale, fut réalisée l'« union » de la délégation avec l'Église orthodoxe russe. Au cours de la cérémonie, Kostelnik, selon la chronique officielle, « ayant mérité le premier rôle dans cet événement historique », fut « récompensé par une mitre ». Étant donné qu'il était marié, la récompense était restreinte. Ses collègues Pelveckyj et Melnyk, par contre, furent sacrés évêques les 24 et 25 février 1946.

15. L'éparchie de Lvov en 1939 comptait 3 470 prêtres. 2 200 manquent à l'appel sur cette liste. On peut penser que 60 à 70 % des prêtres ont refusé de signer. Les autres ont préféré maintenir leur fonction sous l'autorité de l'Église orthodoxe russe.

L'union et le sacre devaient pourtant rester secret d'État : au cours du « synode » formellement convoqué par le Groupe d'initiative, les trois nouveaux dignitaires orthodoxes se présentèrent comme catholiques. Ce n'est qu'après leur vote — unanime, selon les habitudes soviétiques — sur la dissolution de leur Église, que les 213 délégués du « synode » apprirent que les présidents du groupe étaient devenus orthodoxes avant eux-mêmes¹⁶.

En remettant après le vote la présidence du « synode » au nouveau métropolite de Lviv, Kostelnik avait terminé son rôle. Mais son nom représentait encore une utilité pour l'historiographie. On sait ce qui advint. Sa fin correspond aux usages soviétiques. L'immeuble où Kostelnik habitait à Lviv, en face de son église paroissiale, fut gardé jour après jour, sauf le 20 septembre 1948. Ce jour-là, en rentrant après l'office, Kostelnik fut tué d'une balle dans la tête¹⁷. A ses funérailles, en présence de Khrouchtchev, P. Khotchanko et son représentant à Lvov, A. Vishnevsky, firent l'éloge du défunt. Mais la cérémonie, à laquelle 50 000 fidèles participaient, se transforma en revendication de défense de l'Église unie. Il n'y eut aucun procès de l'assassin.

Halan fut assassiné le 24 octobre 1949. Le procès de ses meurtriers eut lieu en octobre 1951. Le procureur Rudenko tenta d'incriminer l'Église gréco-catholique mais ne put fournir aucune preuve. Récemment, dans une allocution à l'occasion du 35^e anniversaire du synode de Lviv, en 1981, le métropolite Philarète de Kiev et de Halytch, a fait une révélation nouvelle en nous renseignant sur le sort des compagnons de Kostelnik. Il déclara que, outre ce dernier, les deux évêques, Pelveckij

16. Pour plus ample information, voici quelques références bibliographiques : Albert Galter, *Rotbuch der verfolgten Kirche*, Paulus Verlag 1967, pp. 89-116 ; J. Hrynioch, *Die Zerstörung der Ukrainisch-katholischen Kirche in der Soviet-Union*, Würzburg 1970 ; Alberto Giovannetti, *Der Papst spricht zur Kirche des Schweigens*, Paulus Verlag 1972, pp. 89-137.

17. Son assassin fut tué quelques minutes après. Il existe plusieurs versions sur l'identité de celui-ci ainsi que sur le trajet de sa fuite et sur sa propre mort. Seul le témoignage de la femme de Kostelnik reste sans équivoque : quelques minutes après l'assassinat de son mari, l'appartement des époux Kostelnik fut minutieusement perquisitionné par la police secrète. Tous les livres et les papiers furent confisqués. Sa veuve fut convoquée à la police, pour reconnaître le corps de l'assassin. On ne lui permit de jeter qu'un coup d'œil rapide sur le mort, car les policiers avaient déjà relevé eux-mêmes son « identité » : il s'agirait d'un des fils de Kostelnik, Irynei, qui s'était engagé dans la division « Galizien » de la Waffen-SS ! Le mort était revêtu d'un uniforme allemand et son visage avait quelque ressemblance avec celui d'Irynei ; sa mère ne savait pas encore que celui-ci, à cette époque, vivait déjà en Occident. Le lendemain, elle demanda la permission de voir l'assassin une deuxième fois : mais on lui indiqua que, malheureusement, le cadavre avait été dérobé dans les locaux de la police. Ainsi la police semble avoir voulu aller jusqu'à cette horrible parodie : mettre l'assassinat de Kostelnik sur le compte de son fils et en prendre à témoin son épouse !

Qui saura jamais la vérité ? Jusqu'à aujourd'hui la version officielle soviétique est restée contradictoire dans le détail ; il n'y eut qu'une chose certaine depuis le début : l'assassin devait faire partie des « nationalistes bourgeois clandestins » ! Le Patriarcat de Moscou eut un point de vue plus audacieux : il suggéra à diverses reprises que cet assassinat avait été inspiré de Rome par la volonté de revanche des catholiques (cf. *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1948, n° 10, p. 22).

et Melnyk, auraient également « souffert le martyre à cause de leur foi, ainsi que trente prêtres assassinés dans l'éparchie de Lviv par les ennemis de l'unification ecclésiastique et de l'amitié des deux peuples russe et ukrainien ». Aucune précision n'a accompagné cette révélation. Mais Melnyk est mort à Kiev en 1955.

En 1949, un nouveau coup de force allait être accompli à Munkacevo et Ujgorod contre l'Église gréco-catholique sur les territoires de l'ancienne Tchécoslovaquie, complétant ainsi l'œuvre accomplie à Lvov pour la Galicie polonaise¹⁸. En Slovaquie, l'Église unie fut supprimée en avril 1950.

Il nous paraîtrait aujourd'hui préférable de passer sous silence ces pénibles événements qui n'ont pu se produire que dans une époque de terrible oppression, dont l'Église orthodoxe pour sa part se relevait à peine. On peut seulement mesurer les catastrophes auxquelles peut mener l'ingérence du pouvoir politique dans les affaires de l'Église. On doit espérer que désormais l'État cessera d'intervenir dans cette affaire, rendra la liberté religieuse à ceux à qui il l'a retirée par la force et même reconnaîtra les abus de pouvoir auxquels il s'est livré. Alors la voie serait ouverte pour un regard nouveau et pour une solution œcuménique.

*
* *

Quant à l'Église russe, elle s'est trouvée à la fois complice et prisonnière du fait accompli. Elle aurait pu s'orienter vers un accueil sacramentel et pastoral des catholiques ukrainiens. Il n'en fut rien. En 1971, lors du Concile local de l'Église orthodoxe russe qui se tint du 30 mai au 2 juin, et à l'occasion des cérémonies d'intronisation du patriarche Pimène, celui-ci renouvela l'appel à la conversion qui avait été adressé en 1945 aux catholiques ukrainiens par le patriarche Alexis. Le texte de ce document a été publié dans la *Revue du Patriarcat de Moscou*¹⁹. Il disait : « Le concile de Lvov fut un concile du peuple de l'Église, qui exprima en toute liberté sa volonté jamais démentie de réintégrer la foi de ses ancêtres ». Il rappelait ensuite « l'œuvre spirituelle inoubliable de l'archiprêtre Gabriel Kostelnyk ». Il terminait : « La conscience du peuple a manifesté publiquement le caractère mensonger de l'Ounia. La conscience orthodoxe n'admet pas l'Ounia. La voix du peuple est la voix de Dieu ! Le peuple ukrainien de Galicie et des Carpathes a manifesté pendant trois siècles son aspiration vers la religion orthodoxe. Ce n'est que maintenant, confirmé dans la foi de ses ancêtres, qu'il obtiendra dans le Christ la plénitude du salut »²⁰.

18. Cf. Michal Lacko, « The Forced Liquidation of the Union of Uzhorod » dans *Slovak Studies*, 1 (1961), pp. 145-185.

19. Texte paru en russe dans la *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1971, n° 2. Il est significatif qu'il ait paru également dans la revue *Religion et athéisme en U.R.S.S.*, février 1972.

20. Cf. R. Hotz, « Die ukrainische Achilleferse des Vatikans » dans *Orientierung*, Zürich, 31 janvier 1972. On peut examiner la série des prises de position de l'Église

Cette proclamation du patriarche fut lue en présence des représentants du Saint-Siège, le cardinal Willebrands et le P. John Long, qui avaient été invités. Le cardinal Willebrands écouta la déclaration sans mot dire. Peu après, il expliqua sa discrétion voulue au journal italien *L'Avvenire* : « Nous ne pouvons partager cette thèse que, par les actes d'union de 1946 et 1949, la situation légale ecclésiale de nos frères catholiques aurait trouvé sa solution ». Il ajouta que de tels problèmes ne peuvent être résolus par des décisions unilatérales « et que seul le dialogue œcuménique entre Églises sœurs pourrait faire progresser la réflexion »²¹. La question fut soulevée au synode romain de 1971, sans que soit donnée aucune suite, si bien que le cardinal Slipyj eut le sentiment que la cause des catholiques ukrainiens persécutés était regardée par les évêques avant tout comme un obstacle à l'œcuménisme²².

Après la nomination de Jean-Paul II, le cardinal Slipyj en appela au « pape slave » en réclamant au Saint-Siège la révision des relations établies depuis le Concile avec le Patriarcat de Moscou et la reconnaissance d'un patriarcat ukrainien. Le 20 novembre 1978, Jean-Paul II rejeta cette double requête²³. Cependant, pour manifester qu'il n'abandonnait pas les catholiques ukrainiens, il publia une encyclique pour le Millénaire du baptême de la Rus' et il adressa une lettre au cardinal Slipyj en date du 19 mars 1979²⁴. Quatre points principaux doivent être retenus dans cette lettre : 1) l'Union de Brest reste en vigueur encore aujourd'hui ; 2) dans un esprit œcuménique, le Saint-Siège tient en haute estime les traditions de l'Église catholique ukrainienne et dans cet esprit, l'Église catholique ukrainienne et l'Église orthodoxe russe sont appelées à se respecter mutuellement ; 3) aucune mention n'était faite du synode de Lviv ; 4) référence, par contre, était faite à la Déclaration sur les droits de l'homme des Nations Unies de 1948²⁵.

L'Église russe, pour sa part, réagit. Elle craignit que cette lettre ne représentât un tournant dans la politique du Saint-Siège et qu'elle fasse de l'uniatisme le modèle des relations entre catholiques et orthodoxes en vue de nouvelles unions futures.

orthodoxe russe sur ce problème dans la *Revue du Patriarcat de Moscou*, 1946, n° 4 ; 1949, n° 10 ; 1966, n° 2 ; 1967, n° 11 ; 1969, n° 11 ; 1971, n° 2.

21. *L'Avvenire d'Italia*, 4 juillet 1971. Cf. *Istina* XXVII (1982), pp. 354-358 et XXX (1985), p. 324, note 16.

22. Cf. Giovanni Caprile, *Il Sinodo dei Vescovi*, Rome 1971, p. 826.

23. Cf. *La Documentation catholique* 1975, n° 1682, p. 791 et 1977, n° 1711, p. 9.

24. L'encyclique pour le Millénaire du christianisme en Rus'-Ukraine (19 mars 1979), texte original ukrainien, pp. 5-9 ; version italienne, pp. 73-77, et la Lettre du pape Jean-Paul II au cardinal Iossif Slipyj (19 mars 1979) : texte original ukrainien, pp. 10-11 ; version italienne, pp. 78-79 sont toutes deux datées officiellement de ce jour. Version française de ces deux documents : *La Documentation catholique*, 1979, n° 1765, pp. 503-505.

25. Cette lettre préoccupa le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, qui n'avait pas été impliqué dans sa rédaction. Il faut préciser qu'elle ne fut publiée que le 17 juin, après le retour du pape de son voyage en Pologne. On peut penser par là que le Vatican n'excluait pas qu'elle pût provoquer des réactions politiques.

Le métropolite Juvénal, successeur du métropolite Nikodim à la tête du Département des affaires extérieures du Patriarcat de Moscou, écrivit au cardinal Willebrands une lettre, mue « par l'ardent désir d'éviter les polémiques et les incompréhensions inutiles après toutes ces années de relations *fraternelles* », dans laquelle il sollicitait des explications. Le cardinal lui répondit, après avoir consulté le pape et avec son accord, par l'importante lettre du 22 septembre 1979 qui aujourd'hui encore définit l'esprit des relations que l'Église catholique veut avoir à l'égard de l'Église orthodoxe russe en cette matière²⁶.

La veille même, le pape avait nommé Myroslav Lubachivsky comme métropolite de Philadelphie, nomination qui a fait un certain bruit parce qu'elle n'était conforme ni à la discipline orientale ancienne de désignation des évêques, ni aux articles de l'Union de Brest. Elle passait même outre aux recommandations du décret sur les Églises orientales catholiques de Vatican II. Mais elle fut bien acceptée. La nomination du nouvel archevêque ukrainien pour l'Amérique était celle d'un homme bien connu pour son attitude œcuménique, dans ses rapports avec les orthodoxes russes. Sa désignation et la réponse du cardinal Willebrands apparurent l'une et l'autre comme des signes d'apaisement.

Pourtant, dès l'année suivante, un nouvel incident se produisit, à l'occasion de la tenue à Rome du Synode de l'Église catholique ukrainienne. Le 25 novembre 1980, celui-ci publiait une Déclaration dans laquelle il rappelait les dénonciations pontificales au sujet du synode de Lviv. Le patriarche Pimène écrivit alors au pape Jean-Paul II « son inquiétude et son amertume », tout en lui rappelant son « amour inchangé », en lui demandant de confirmer ce qu'il avait entendu dire, à savoir que les décisions de ce synode n'avaient pas de valeur légale dans l'Église catholique. Le patriarche Pimène semblait ne pas vouloir s'inquiéter outre mesure de ce que les évêques catholiques ukrainiens font ou disent, mais il voulait connaître la position du « pape polonais » à leur égard. La réponse de Jean-Paul II était si vivement attendue que le patriarche envoya personnellement le métropolite Juvénal, toujours responsable du Département des affaires extérieures du Patriarcat, rendre visite au cardinal Willebrands et au pape pour en rapporter des explications directes.

Le pape répondit au patriarche Pimène, en date du 24 janvier 1981, que les « rapports » du Synode ukrainien n'avaient pas été rendus publics et avaient été diffusés à la suite d'une fuite. La réponse était un peu délicate et subtile. Cette correspondance était appelée à demeurer secrète. Mais la réponse du pape contenait un dur avertissement pour les Ukrainiens puisqu'elle niait la valeur officielle des déclarations de leur Synode. En même temps, le Saint-Siège se montrait désireux que cette discussion ne soit pas la source d'une controverse. Peu satisfait sans doute de la réponse, le patriarche Pimène y lut cependant une cer-

26. Cf. *Istina* XXVII (1982), pp. 354-358 et 364-368.

taine volonté de la part du pape de limiter la liberté d'expression des catholiques ukrainiens, et il rendit publique cette correspondance privée²⁷. Cette publication manifestait que la situation demeurerait embarrassante. C'est ainsi que le dossier vint à la connaissance de l'opinion occidentale²⁸.

*
* *

Un désir d'objectivité se fait jour cependant à présent dans cette question si longtemps envenimée. Il faut en voir le signe dans le fait qu'un échange sur le problème ukrainien a été finalement inauguré dans le cadre de la Commission mixte catholique-orthodoxe, avec présence dans la Commission catholique d'un évêque ukrainien, Mgr Maruszyn, et, dans la Commission orthodoxe, de Mgr Philarète, exarque de Kiev. La question a pu être au moins soulevée dans le contexte des célébrations du Millénaire de la Russie²⁹. Enfin, puisqu'il s'agit d'une affaire qui a eu pour origine en 1946 une intervention de l'État dans le domaine religieux, il n'est pas exclu qu'à l'heure de la *glasnost* elle fasse l'objet d'entretiens avec les autorités soviétiques, soit à Moscou dans le contexte ordinaire des relations entre le Patriarcat et le Conseil pour les affaires religieuses, soit à Rome même à l'occasion de rencontres à venir entre les représentants de l'État soviétique et ceux du Saint-Siège. Le 26 août 1989, trois membres importants de Saint-Synode, les métropolites Juvénal, Philarète de Kiev et Philarète de Minsk sont venus à Rome et ont été reçus par le pape Jean-Paul II³⁰.

Si le préalable de la liberté religieuse pouvait être respecté et garanti par la loi, la voie serait enfin ouverte pour une discussion franche dans un esprit œcuménique entre orthodoxes et catholiques. Une telle décision n'est pas encore acquise. Mais il arrive de plus en plus fréquemment sur le terrain, en Ukraine même, que le retour à un véritable esprit chrétien l'emporte sur les rancœurs et les passions. C'est cette attitude d'esprit qui permet aujourd'hui d'envisager l'avenir avec une certaine sérénité, en dépit des graves difficultés qui ne manqueront pas de surgir.

27. Elle a paru dans le *Bulletin du Patriarcat de Moscou* en russe et non pas, comme il est usuel, en version anglaise.

28. Le dossier a paru dans *La Documentation catholique*, n° 1799 du 4 janvier 1981.

29. Cf. ci-dessous, pp. 398-399.

30. Le communiqué final de la visite est resté laconique mais signale cependant que l'entretien, qui a duré une heure, a porté « sur les questions concernant l'Église catholique en Union soviétique ». On sait que cette rencontre, réalisée avant la venue de Mikhaïl Gorbatchev au Vatican annoncée pour le 1^{er} décembre, fut très cordiale. Le pape avait reçu la veille M. Youri Karlov, représentant personnel du ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.